

Syrie, anatomie d'une révolution

Leïla VIGNAL

L'attention portée aujourd'hui au soulèvement armé en Syrie ne doit pas cacher qu'il existe une dynamique révolutionnaire pacifique, profondément ancrée dans la société. Les nouvelles générations, majoritairement urbaines, davantage éduquées que leurs parents, sont le fer de lance d'une contestation politique qui s'efforce, par divers moyens, d'occuper l'espace public.

En cette fin juillet 2012, la confrontation entre les forces armées du régime et la branche militarisée du soulèvement, que l'on fédère sous l'étiquette de l'Armée Syrienne Libre (ASL), capte l'attention des médias, à juste titre. Après l'attentat du mercredi 18 juillet, perpétré au cœur de l'appareil sécuritaire à Damas, et qui a coûté la vie à quatre hauts responsables de la sécurité du pays, dont Assef Chawkat, le beau-frère du président syrien, l'opposition armée au régime semble désormais en mesure d'ébranler le régime, y compris dans sa forteresse damascène. À l'heure où ces lignes sont écrites, la fin du régime de Bachar al-Assad semble se rapprocher, sans qu'il soit possible d'en distinguer ni les modalités ni le calendrier.

Cependant, l'attention portée aux aspects militarisés du soulèvement, justifiée par l'impact que ceux-ci ont sur son développement, occulte la dynamique révolutionnaire pacifique, qui demeure centrale. Celle-ci s'est étendue à l'ensemble du territoire syrien, malgré des variations régionales importantes et de notables exceptions. Il suffit de compter : de 51 manifestations le vendredi 17 juin 2011, on en comptait 493 le vendredi 6 janvier 2012, et 939 le vendredi 1^{er} juin 2012¹. Plus encore, la dynamique révolutionnaire pacifique se poursuit même dans les régions

¹ Source : Comités Locaux de Coordination syriens.

soumises à la répression de l'armée la plus violente : le vendredi 1^{er} juin, 30 manifestations étaient par exemple encore recensées dans le gouvernorat de Homs.

Cet article privilégie l'analyse du soulèvement démocratique syrien et en propose des éclairages qui rendent compte, dans le temps long, des transformations profondes de la société syrienne, permettant ainsi d'explorer l'anatomie de ce peuple en révolution².

Les racines de la « révolution de la dignité »

Une révolution politique

Le 17 février 2011, un signe, ténu mais significatif parce que tout à fait inédit, avait annoncé, à Hariqa, au cœur des souqs du vieux Damas, les temps révolutionnaires à venir. À la suite de l'arrestation brutale du fils d'un commerçant par des agents des services de sécurité pour avoir mal garé sa voiture – une arrestation somme toute banale dans un pays où les services de sécurité ont toute licence –, les commerçants fermèrent boutique, se rassemblèrent dans les allées du souk aux cris de « *Ach-chaab as-sourî mâ b-yendhall* (le peuple syrien ne se laisse pas humilier) ». Cependant, c'est à Deraa que s'enflamme le mouvement de contestation, qui reçoit un écho national. Le 13 mars, dans cette ville de plus de 150 000 habitants, située au sud du pays, des écoliers inscrivent sur les murs de leur école des slogans anti-régime inspirés de ceux de la révolution égyptienne du 25-janvier. Ils sont arrêtés, torturés, par les services de sécurité (*moukhabarat-s*). La colère de leurs parents devient celle de la ville, où des cortèges se forment, puis celle des localités de la région environnante (Jassem, Nawa, Sanamayn). La violence de la répression policière qui s'abat sur ces manifestations (arrestations, tortures, tirs à balles réelles dans la foule), avant que les chars de l'armée n'encerclent la ville au cours des semaines suivantes, enflamme le pays. Dès le vendredi 18 mars, l'appel à un « Vendredi de la dignité » est suivi dans la capitale, à Alep (la seconde métropole du pays, dans le nord), dans les deux grandes villes de Syrie centrale, Homs et Hama, et dans la ville côtière de

² L'impossibilité de se rendre en Syrie contraint à utiliser uniquement des sources secondaires, construites par d'autres (réseaux de militants syriens, journalistes ayant accès au terrain, rapports d'organisations internationales), auxquelles s'ajoutent des témoignages recueillis par le biais de contacts personnels sur place. Mes remerciements vont à Cécile Boëx et Naoura al-Azmeh, qui ont accompagné l'élaboration de cet article grâce à leur générosité.

Banyias. Dès ce moment, jour après jour, vendredi après vendredi, les manifestations se propagent dans le pays.

Dès le début, les manifestants en appellent au respect, à la dignité (*karama*), à la liberté. Le 24 mars 2011, en réponse à l'annonce faite par la Présidence de mesures économiques destinées à apaiser la colère (augmentation des salaires des fonctionnaires, rétablissement de subventions sur un certain nombre de produits de base etc.), les manifestants de Deraa scandaient : « *ach-chaab as-sourî mou jawân (le peuple syrien n'a pas faim)* », indiquant clairement la nature politique de leur mobilisation. Dans les jours et semaines suivantes, à mesure que la répression prenait de l'ampleur, les slogans des manifestations mettaient en cause le régime, puis venaient à en appeler à sa chute : « *ach-chaab yourid isqât al-nizâm* (« Le peuple syrien veut la chute du régime/système ») tandis que le soulèvement se propageait, d'une ville à l'autre, avec une ampleur qui n'avait connu aucun précédent dans l'histoire récente de la Syrie. Des manifestations ont lieu partout, avec des intensités diverses, hormis certaines zones du *jebel ansariyeh* (le chaînon montagneux littoral) dans lesquels vivent une partie des Syriens alaouites, le groupe confessionnel dont est issu la famille Assad.

Pourtant, plusieurs générations avaient précédemment tenté de porter le fer de la contestation contre le régime progressivement mis en place par Hafez al-Assad à la suite d'un coup d'Etat en 1970. La répression des oppositions de la gauche laïque et des islamistes avait culminé à la fin des années 1970 et au début des années 1980, donnant lieu à des vagues d'arrestations et, en mars 1982, au bombardement aérien de la ville de Hama (entre 20 et 30 000 morts) en réponse à la révolte qui y avait été déclenchée par les Frères Musulmans³. Pour finir de contrer ce risque intérieur, l'État policier se mettait progressivement en place à partir des années 1980, dominé par les services de sécurité dont le nombre se multiplie (on en compte 17 en 2010). Ces services, qui rivalisent entre eux de brutalité, encadrent la population dans toutes les démarches du quotidien, la surveillent, et peuvent convoquer tout un chacun pour un

³ Voir dans la *Vie des idées* l'article de Nora Benkorich : <http://www.laviedesidees.fr/Trente-ans-apres-retour-sur-la.html>

interrogatoire grâce à l'impunité dont ils bénéficient⁴. À Hariqa en février, à Deraa en mars, la haine engendrée par cet État policier adepte de la terreur est un puissant facteur de mobilisation, une fois le mur de la peur franchi.

Lorsque Bachar al-Assad hérite du pouvoir à la mort de son père en juin 2000, instituant pour la première fois dans le monde arabe une « république héréditaire », l'arrivée de ce nouveau président, qui se veut moderne et modernisateur donne lieu à une mobilisation inédite des intellectuels et des membres de l'opposition démocratique en Syrie (débats publics, cercles de discussion, pétitions⁵). Cette mobilisation des élites intellectuelles urbaines, qui semble concrétiser un temps les espoirs d'une transition politique, tourne pourtant court. Les membres éminents de ces cercles sont arrêtés et ceux-ci sont contraints de fermer les uns après les autres au cours de l'année 2001. Le dernier ferme en 2005, au moment où est publiée la Déclaration de Damas, un texte qui réunit l'ensemble des sensibilités de l'opposition (y compris islamiste) et dessine les contours d'un futur démocratique en Syrie.

Dans un État qui ne tolère aucune voix alternative, l'opposition politique syrienne a donc eu toutes les difficultés à exister, y compris l'opposition islamiste, les Frères musulmans étant quasiment absents de Syrie depuis la répression des années 1980. En 2011-2012, le mouvement révolutionnaire syrien interdit d'interpréter cette faiblesse politique de l'opposition comme un signe d'adhésion des Syriens au régime, mais bien plutôt comme la marque de l'autoritarisme policier de celui-ci.

Les ferments de la colère : frustrations sociales et inégalités spatiales

De la même manière, la frustration sociale ne trouve pas d'expression politique mais mine la société syrienne. En 2011, elle est immense face à un système qui non seulement ne tient pas les promesses de progrès et de développement inscrites dans l'idéologie originelle du parti Baas, mais qui sous la présidence de Bachar leur a tourné le dos en faveur d'une interprétation prédatrice de l'ouverture économique.

⁴ Par décret présidentiel, les membres des Moukhabarrats ne sont responsables que devant le chef d'état-major des armées et non devant la justice, décret renouvelé et élargi par Bachar al-Assad en 2008.

⁵ Vignal L., 2003, « Comment peut-on être syrien ? » in *Esprit*, Juillet 2003, Paris.

Le blocage provient d'abord de l'échec du développement du pays, qu'illustre une pauvreté qui demeure importante⁶ et qui affecte particulièrement certaines régions, comme par exemple la Jezireh (nord-est) présentée jusqu'à la fin des années 1990 comme l'avenir du développement syrien, avant d'être abandonnée dans les plans de développement du régime⁷. Au sud, la région de Deraa, un pays agricole céréalier, a d'autant plus souffert des années de sécheresse des années 2000 qu'elle a dû accueillir des réfugiés climatiques du nord (en particulier de la Jezireh) affectés par la même sécheresse sans que les promesses faites par l'État aux autorités locales pour les soutenir ne soient toutes honorées.

Par ailleurs, malgré les progrès réels de l'éducation de base, étendue à l'ensemble des classes d'âge, peu de Syriens ont accès à un cursus éducatif complet. De plus, l'État-Providence baassiste n'est plus capable depuis longtemps d'assurer un emploi aux 300 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail. Les estimations officieuses indiquent que le chômage atteint au moins 20% de la population active. Cette situation alimente la croissance du secteur illégal, qui emploierait environ 30% de la population active et produirait environ 30% du PIB syrien à la fin des années 2000.

La frustration est d'autant plus forte que Bachar al-Assad avait annoncé, lors du Congrès du Parti Baas de juin 2005, la transformation de la Syrie en une « économie sociale de marché » et l'avènement d'une nouvelle ère de prospérité économique. Or, si les débuts de la libéralisation économique se sont accompagnés de la modernisation d'une partie de l'appareil réglementaire et du cadre économique (ouverture de banques et de compagnies d'assurance privées, en 2003 et 2004, ouverture d'une bourse des valeurs en 2009) et d'une explosion de la consommation qui a tiré la croissance aux alentours de 5% par an, les bénéfices de l'ouverture n'ont pas été partagés. En effet, une nouvelle classe moyenne est apparue, ayant les moyens de consommer dans les malls, bars et nouveaux restaurants qui se sont développés au

⁶ On estime que, en 2005, 30% de la population vit sous le seuil supérieur de pauvreté (besoins alimentaires et non alimentaires réels, et non de base), 11% si l'on considère le seuil inférieur (besoins alimentaires et non alimentaires de base) (El Laithy H., Abu-Ismaïl K., *Poverty in Syria: 1996-2004, Diagnosis and Pro-poor Policy Considerations*, UNDP, June 2005.

⁷ Ababsa M., Roussel C., Al-Dbiyat M., « Le territoire syrien entre intégration nationale et métropolisation renforcée », in *La Syrie au présent*, sous la direction de Dupret B. & alii, Sindbad, Actes Sud, Arles, p. 37-77.

cours des dernières années des années 2000. Mais la majorité des catégories sociales sont restées en marge de cette économie libéralisée, et ont souffert de ses conséquences : la fin du pacte social et la mise en place d'un système à deux vitesses, dans l'économie, dans l'éducation, dans la santé. Si les manifestants dès le début de la contestation se sont déployés dans les périphéries paupérisées de l'agglomération damascène dont font partie les épicentres de la révolte (Saqba, Harasta, Douma, Daraya, Moadamiya, Hamouriya, Irbin etc...), c'est aussi parce qu'à Damas se joue avec la plus grande violence, dans l'espace urbain, la confrontation entre une société travaillée par une profonde crise sociale et l'affichage de résultats macroéconomiques relativement flatteurs. En 2011, la société syrienne est sans doute plus fragile que dix ans auparavant.

L'ouverture économique s'est par ailleurs accompagnée de l'arrivée aux affaires d'une nouvelle génération de responsables et d'hommes d'affaires. Comme le rappelle Elizabeth Picard⁸, le régime de Hafez al-Assad s'est construit comme un « complexe militaro-mercantile »⁹ appuyé sur des réseaux de clientèle associant bourgeoisies issues de l'Etat, de l'armée et des milieux d'affaires. Cependant, selon elle, les principes d'éthique rigides qui contraignaient en partie les responsables du régime sous la présidence autocratique et sans partage d'Hafez al-Assad n'existent plus pour la génération suivante. Celle-ci, composée en partie des fils du régime, pratique un *crony capitalism*¹⁰ sans scrupule visant, grâce à sa proximité avec le pouvoir, l'accaparement des richesses du pays que permet la libéralisation économique¹¹. De nouveaux monopoles se sont édifiés à la tête desquels on trouve des membres de la famille du président al-Assad, des proches ou des clients du régime. L'archétype des pratiques de ces nouveaux milieux d'affaire – mais aussi de la confusion croissante entre intérêts privés du clan familial du président et ceux du domaine public – est la figure de Rami Makhlouf, un cousin germain de Bachar al-Assad, à la tête d'un empire économique et considéré comme l'homme d'affaire le

⁸ Picard E., 2005, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », in *Politique étrangère*, 4:2005, IFRI, Paris.

⁹ Picard E., 1984, *Espaces de référence et espace d'intervention du Mouvement rectificatif*, Thèse de doctorat en Science politiques, IEP, Paris.

¹⁰ *Crony capitalism* : Capitalisme « des copains ».

¹¹ Vignal L., 2003, *ibid.*

plus puissant de Syrie¹². De façon emblématique, Rami Makhlouf, symbole de la corruption et du clientélisme qui a trompé les promesses de l'ouverture, a été l'une des premières cibles des slogans des manifestants au printemps 2011.

Nouvelles générations syriennes : la triple transition

Or, en 2011, le soulèvement syrien témoigne du fait que, dans ce paysage déprimé d'une opposition politique impuissante, d'une jeunesse privée de son avenir, et d'un régime exerçant arbitraire et contrôle de sa population au moyen des services de renseignement et des organisations issues du baasisme, les Syriens font preuve d'une étonnante capacité de mobilisation, d'organisation et de résistance.

On peut sans doute y voir l'effet de l'entrée dans l'âge adulte de nouvelles générations, celles des moins de trente ans¹³, qui se différencient des générations précédentes d'un triple point de vue. D'une part, ces jeunes générations, issues de la transition démographique enclenchée en Syrie au début des années 1980¹⁴, ont grandi dans des familles plus petites que leurs parents. D'autre part, elles sont plus éduquées que leurs aînés. Grâce à la généralisation de l'éducation primaire à la quasi-totalité de la population¹⁵, l'analphabétisme est faible chez les jeunes Syriens (5,5% en moyenne nationale chez les 15-24 ans) et le décalage homme-femme des générations précédentes est presque rattrapé (4% pour les garçons, 7% pour les filles), même si les disparités régionales restent fortes¹⁶. Or, Philippe Fargues¹⁷ a montré que la baisse de la fécondité et la généralisation de l'éducation conduisent à une modification en profondeur des structures familiales. Dans le monde arabe, ces facteurs tendent à

¹² Rami Makhlouf possède la première compagnie de téléphonie mobile, Syriatel, une banque, les magasins de *duty-free*, une compagnie de construction, une compagnie aérienne, deux chaînes de télévision privées, importe des voitures de luxe etc. aux côtés des plus importants hommes d'affaire syriens, il est l'un des principaux actionnaires de la *Cham Holding*, la seconde holding de Syrie, fondée en 2006 et qui investit dans les domaines de la construction immobilière, des infrastructures, de l'aviation et dans le secteur financier.

¹³ Qui constitue la majorité de la population syrienne.

¹⁴ Le taux de fécondité est passé de 6,7 naissances par femme à 2,9 naissances en 2010. Source : Banque Mondiale (Base de données World Data Bank, Banque Mondiale (<http://databank.worldbank.org/>)).

¹⁵ Source : Bureau Central des Statistiques, Damas (www.cbssyr.org)

¹⁶ Alors que l'analphabétisme est désormais résiduel chez les 15-24 ans des gouvernorats du sud et de l'ouest du pays, les gouvernorats pauvres du nord et du nord-est (Alep, al-Hassakeh, Deir-ez-Zor et al-Raqqa) connaissent encore des taux d'analphabétisme élevés (de 10 à 15% de la classe d'âge) accompagnés de décalages entre les sexes au détriment des filles.

¹⁷ Fargues P., 2003, « La femme dans les pays arabes : vers une remise en cause du système patriarcal ? », in *Population et Sociétés*, n° 387, Février 2003 Paris, et Fargues P., *Généralisations arabes. L'alchimie du nombre*, Fayard, Paris.

mettre en cause le système patriarcal qui règle le fonctionnement de la famille, système fondé sur la subordination des frères cadets au frère aîné au sein de la fratrie et sur celle des femmes aux hommes au sein de la famille. Youssef Courbage et Emmanuel Todd¹⁸ estiment que la conjugaison de ces deux révolutions relève d'un processus qui s'est déroulé en Europe à partir du XVIIe siècle avant de se diffuser dans le monde entier. Les trajectoires d'individualisation sont désormais possibles, ce qui engendre une profonde crise de transition dont les contenus varient d'une société à l'autre.

Troisièmement, la population syrienne est désormais très majoritairement urbaine, ce dont ne rendent pas compte les statistiques officielles syriennes (53% seulement en 2010¹⁹), du fait de définitions très restreintes de l'urbain. Le cas de Damas est emblématique : seul le noyau central damascène (gouvernorat de Damas) est pris en compte dans les statistiques de la population de la capitale ; or, l'agglomération forme un tissu urbain continu dans lequel les densités sont élevées, même loin du noyau central, intégré par d'intenses mobilités et des complémentarités fonctionnelles, et qui comprend de nombreuses villes dépassant les 100 000 habitants. Ce processus de métropolisation, qui se traduit par l'extension des banlieues et la croissance rapide des petites villes dans les périphéries, caractérise le développement urbain de la Syrie contemporaine. À elles seules, Damas et Alep concentrent environ 8 millions d'habitants, soit plus d'un tiers de la population syrienne (21 millions d'habitants).

Ce monde urbain n'est pas un monde d'isolats. Il est pour l'essentiel concentré le long d'un axe des plus fortes densités de Deraa à Alep, axe qui se dédouble le long de la côte méditerranéenne et qui se prolonge de façon discontinue par les noyaux de peuplement de la Jezireh²⁰ et des rives de l'Euphrate²¹. Cette Syrie urbaine est innervée par les mobilités de ses habitants, rendues possibles grâce à des infrastructures (routes) et des réseaux de transports collectifs, notamment privés

¹⁸ Y. Courbage, E. Todd, 2007, *Le rendez-vous des civilisations*, La République des Idées / Le Seuil, Paris.

¹⁹ Source : Bureau central des Statistiques, Damas, 2011, <http://www.cbssyr.org/yearbook/2011/Data-Chapter2/TAB-12-2-2011.htm>, calculs de l'auteur.

²⁰ Notamment Menbij (environ 230 000 hab. en 2010) dans le gouvernorat de Alep et, en pays kurde, Hassakeh (280 000 hab.) et Qamishli (250 000 hab.).

²¹ Deir ez-Zor (260 000 hab.), Raqqa (370 000 hab.)

(minibus), qui se sont densifiés depuis les années 1990²². La mobilité et la diffusion des biens et des services ont, de plus, permis la diffusion de modes de vie urbains (emploi, consommation, accès aux services) dans les petites villes, moins enclavées, plus insérées dans des réseaux de moyenne ou de longue distance.

La majorité des nouvelles classes d'âge syriennes fait donc désormais l'expérience de la vie urbaine. Or, les milieux urbains sont des accélérateurs pour ces deux transitions, démographique et éducative. Ils permettent de plus une ouverture des cercles familiaux, communautaires ou de sociabilité, le partage et la diffusion d'information, mais aussi la mise en commun des expériences sociales, et peut-être politiques. En 2011-2012, les Syriens qui forment le gros des bataillons des manifestants appartiennent à ces générations de la transition démographique et éducative, à ces générations de la frustration sociale qui s'émancipent des cadres patriarcaux et descendent dans la rue pour contester le pouvoir et ces pères incapables de transformer la donne politique et sociale en Syrie.

Une société syrienne profondément transformée

La société syrienne en 2011 est donc une société très profondément transformée. Les nouvelles générations grandissent dans des contextes différents de ceux des générations précédentes. Les migrations internes et les mobilités ont désenclavé une partie de la population. Les Syriens ne peuvent plus être simplement assignés à leur origine géographique, que viennent contredire les importantes migrations internes en direction des villes, les mobilités de travail, l'expérience urbaine. De la même manière, et pour les mêmes raisons, ils ne peuvent non plus être assignés à leur seule appartenance confessionnelle ou ethnique. De ce point de vue, les ressorts de la contestation ne sont pas de type confessionnel, mais politique, on l'a vu précédemment. Tandis que le régime agite de la menace de l'affrontement confessionnel, les slogans des manifestations appellent à l'unité (*wahed wahed wahed, ech-chaab es-suri wahed* / « un, un, un, le peuple syrien est un »). Les différentes communautés syriennes, y compris la communauté alaouite aujourd'hui sommée à l'allégeance, ont toutes souffert d'un État baasiste qui s'est construit en

²² La Loi n°10/1991 favorisant les investissements privés a particulièrement bénéficié à cette activité.

fonction de ses propres objectifs politiques en Syrie et non dans une optique de gestion harmonieuse de la diversité syrienne²³.

En 2011, la frustration politique et sociale, les transformations sociologiques structurelles et le creuset social urbain ont permis la coprésence des groupes et des individus et ont participé à créer les conditions de l'expérience collective de la mobilisation, inédite pour ces générations. La contestation permet à une part de plus en plus importante de la société syrienne, au fur et à mesure des mois, de « sortir de la solitude » imposée par la dictature²⁴, pour reprendre la belle expression de Ziad Majed.

Acteurs et ingénieries spatiales de la contestation

Les acteurs de la révolte sont, avant tout, des citoyens syriens ordinaires qui se mobilisent dans l'espace public pour manifester pacifiquement contre le régime. Ce sont d'ailleurs eux qui meurent sous les coups de la répression²⁵.

Manifestants et militants des Comités Locaux de Coordination

Le soulèvement syrien procède d'initiatives locales, initiées à l'échelle des quartiers ou des petites villes et qui se développent au fur et à mesure de l'extension du mouvement. Parmi ces initiatives, des réseaux d'activistes se sont formés dans les quartiers et les petites villes, puis se sont coordonnés au sein des Comités Locaux de Coordination (CLC), une forme d'organisation innovante, sans précédent en Syrie, et spécifique à ce mouvement révolutionnaire. Le réseau des CLC joue un rôle politique par les positions qu'il exprime – mobilisation pacifique, lutte pour la dignité et la liberté, pour une Syrie démocratique – et les mots d'ordre qu'il diffuse au travers des appellations très politiques des « Vendredis » de manifestations²⁶.

²³ Hassan Abbas développe cette analyse dans un article récent : Abbas H., 2012, *Governance of Diversity in Syria*, Arab reform Initiative Projects, June 2012.

²⁴ « L'État de barbarie persiste en Syrie, mais la tyrannie recule devant la révolution », Tribune de Ziad Majed, *Le Monde*, édition du 15 mai 2012.

²⁵ 91% des morts recensés par le site syrianshuhada.com sont des victimes civiles.

²⁶ Par exemple : Message politique (16^{ème} Vendredi : *Vendredi du départ* (de Bachar al-Assad) » ; 37^{ème} : *L'Armée Libre me protège*) ; message d'unité (13^{ème} : *Vendredi des Tribus* ; 28^{ème} : *L'unité de l'opposition*) ; message de solidarité avec les villes touchées par la répression (47^{ème} : *Désolé Hama, pardonne-nous* ; 50^{ème} : *Nous nous soulèverons pour toi, Baba Amro* – quartier pilonné par l'armée en février-mars 2012), des appels à la communauté internationale (33^{ème} : *Zone d'exclusion aérienne*), ou des commentaires de ses positions (48^{ème} : *La Russie tue nos enfants* – après le veto russe au Conseil de

Les actions qui sont menées varient en fonction des contextes locaux. Les militants des CLC participent par exemple aux actions de désobéissance civile (grèves), contribuent à produire un matériel de mobilisation très varié (slogans, chants, films), et ils jouent un rôle essentiel dans la documentation de la contestation et de sa répression, notamment au moyen de la production de films vidéo²⁷. Avec l'installation dans la durée du mouvement, les CLC ont également pris en charge l'aide aux victimes de la répression, avec par exemple la mise en place d'hôpitaux clandestins²⁸, la distribution d'aide financière ou matérielle, l'organisation quotidienne des quartiers ou des villes sous contrôle de groupes se revendiquant de l'Armée Syrienne Libre (ASL). Les difficultés de fonctionnement d'une coordination clandestine sont nombreuses, y compris lorsqu'il s'agit de faire émerger des chefs de file de la contestation, souvent arrêtés, tués, ou contraints à quitter le pays.

Ingénieries de la contestation

Au début de la révolte, les principaux moments de rendez-vous de la contestation sont les manifestations du Vendredi. L'enceinte de la Mosquée étant le seul espace public dans lequel les réunions sont possibles sous l'état d'urgence²⁹, une grande partie des manifestations se formait soit dans la mosquée, soit au sortir de la prière. Cependant, au fur et à mesure que la révolte reconquiert l'espace public dans certains quartiers, voire dans certaines villes, la nécessité du rendez-vous à la Mosquée se fait moindre. Par ailleurs, les manifestations ont rapidement débordé le cadre des cortèges du vendredi. Les funérailles des victimes de la répression sont ainsi l'occasion de nouveaux cortèges, qui font souvent de nouvelles victimes.

Dans les premiers mois de la contestation, les grandes artères ou les grandes places ont été les points de rassemblement des cortèges hebdomadaires. À Homs, la

Sécurité en mars 2012). Chaque semaine, un vote est organisé pour choisir le nom du prochain vendredi à partir d'une page publiée sur Facebook.

²⁷ Source : Cécile Boëx, « Usages de la vidéo par les manifestants et les activistes », communication, Journée d'études, EHESS, Paris : *Syrie: Genèse, dynamiques et enjeux du mouvement de révolte*, 10 mai 2012

²⁸ Se rendre dans un hôpital public revient à encourir une arrestation.

²⁹ En vigueur depuis 1963 et qui, entre autres, interdit les rassemblements publics ; officiellement levé en avril 2011, il est maintenu dans les faits.

place de l'horloge³⁰, plateforme des transports urbains et régionaux et point névralgique du centre-ville, s'est rendue célèbre pour les rassemblements qui y ont convergé dès le mois d'avril 2011 – et qui ont été systématiquement réprimés par les tirs de l'armée et des snipers. S'adaptant aux méthodes de répression du régime, et afin de limiter l'exposition des manifestants aux tirs, les cortèges ont désormais lieu dans des rues plus étroites. Dans les zones soumises à un très grand contrôle policier, essentiellement les quartiers centraux de Damas et de Alep, de très nombreuses manifestations ne durent que quelques minutes (elles sont appelées les « manifestations volantes ») : des groupes se réunissent en un lieu donné à une heure donnée, scandent des slogans et se dispersent avant l'arrivée des services de sécurité. Les manifestations du soir permettent également de porter la contestation dans l'espace de la rue tout en bénéficiant de la relative protection de la nuit.

Les Syriens se rassemblent aussi pour des *sit-ins*, parfois massifs, comme lors de la venue des observateurs arabes à Homs, le 27 décembre 2012 (environ 30 000 personnes), même si la plupart sont plus modeste, comme le 30 juin 2012 à Salamiyeh devant l'hôpital Bir, afin de protéger les personnes blessées lors de la répression d'un cortège de funérailles le jour même³¹. Les foules qui entonnent des chants révolutionnaires en plein air, comme à Idlib le 26 novembre 2011³², sont un clair indicateur de la perte de contrôle (tout du moins momentanée) par le régime sur certains territoires, puisque ce type de rassemblement est tout à fait impossible sous l'état d'urgence. L'aspect festif est d'ailleurs souvent présent, comme lorsque les manifestants dansent la *dabkeh*, danse très populaire en Syrie, au rythme de ces chants qui s'inventent tous les jours.

Ailleurs, dans une geste qui rappelle les révolutions de l'Europe de l'Est en 1989, les statues monumentales de Hafez al-Assad, toujours présentes dans de nombreuses villes du pays, sont abattues, comme à Rastan, ville moyenne de la périphérie nord de Homs, en mai 2011. Les mots d'ordre de grève générale sont de plus en plus suivis, et touchent même Damas, restée à l'écart de ce type de

³⁰ De son vrai nom : place Choukri Al Kouwatli.

³¹ Source : Les Comités Locaux de Coordination (<http://www.lccsyria.org/9213>, accès le 1 juillet 2012).

³² Source : SRCC, Day 258, Sunday 27 November 2011.

mobilisation, en juin 2012³³ : les commerçants des souqs ferment leurs rideau pendant plusieurs jours, malgré les tentatives des services de sécurité de forcer l'ouverture des boutiques – une grève reconduite le mois suivant.

Occuper l'espace public

Face à un régime qui a fait du contrôle de l'espace un élément de son dispositif autoritaire, les révolutionnaires utilisent une gamme très diverse d'actions pour marquer le terrain de la contestation dans l'espace public.

L'appropriation de l'espace public par des pratiques contestataires permet d'une part de construire la légitimité du mouvement à partir des territoires de la contestation. Elle permet aussi de rendre celle-ci visible – d'où l'importance jouée par les films vidéos – et de lancer des messages à la communauté internationale, comme par exemple la réponse apportée par les habitants de Binnish à la propagande du régime attribuant les troubles à des groupes terroristes.



Manifestation à Binnish (nord-est d'Idlib, province d'Idlib)

³³ À la suite du massacre de la petite ville de Houleh près de Homs, qui a fait plus de 100 morts attribués au régime.

Enfin, la multiplication des manifestations sur le territoire rend très difficile son contrôle. Dès lors, les militants mettent en œuvre des stratégies spatiales destinées contourner la répression. Premier exemple : un vendredi de mai 2011, les Damascènes ont été invités à sortir se promener dans les rues des quartiers centraux afin d’y mobiliser une partie des *moukhabarat*-s et les éloigner ainsi des quartiers périphériques où se tenaient l’essentiel des cortèges. Second exemple : en mai 2012, une délégation de révolutionnaires de Souweida, capitale du pays druze dans laquelle le contrôle du régime est très fort et les manifestations pro-révolution très vite réprimées, se déplace dans la ville de Bosra, ville proche mais de la région du Hauran, où elle est reçue avec les honneurs. Les révolutionnaires du pays druze déplacent donc physiquement leur révolte chez leurs voisins sunnites dans une geste publique et publicisée par le cortège – et les vidéos qui en sont tournées.³⁴

Aux menaces de division nationale et de fracture confessionnelle agitées par la propagande du régime, aux difficultés de mener un combat commun alors que la répression rend très difficile la coordination du mouvement, la circulation de l’information et celle des personnes, les contestataires syriens répondent avec des symboles et des images. Des reproductions de l’horloge de la place éponyme de Homs ont par exemple été brandies dans les villes de Syrie en hommage aux Homsites. Les manifestants défilent en criant des messages en solidarité avec les régions, villes ou quartiers soumis à la répression, messages que les vidéos relaient d’un bout à l’autre du pays. L’invention d’un nouvel espace national solidaire, fait de mots et d’images, répond à l’entreprise de fragmentation qui est au cœur même de la stratégie de répression du régime.

Révolution et répression

Le caractère très local des mobilisations est lié au contexte d’émergence du soulèvement, on l’a vu. Il est aussi le fruit de la stratégie de répression du régime, qui

³⁴ Mes remerciements vont à Cécile Boëx qui m’a signalé cette vidéo, ainsi que l’image de Binnish.

visé à fragmenter l'espace de la contestation pour étirer le temps du soulèvement afin d'affaiblir, puis de vaincre, une contestation atomisée en de multiples foyers³⁵.

Fragmenter l'espace et la société pour réprimer la révolution

La fragmentation de l'espace est d'abord physique, et se traduit par d'innombrables *check-points* disposés sur les grandes routes, les autoroutes, aux entrées de ville et de certains quartiers. Certaines villes ou certains quartiers sont encerclés par les forces armées, de façon parfois presque continue comme par exemple dans certains quartiers de Homs, autour de la ville de Rastan (nord de Homs), de Douma (périphérie nord-est de Damas) ou de Deraa.

Elle se fait également au moyen de l'utilisation de la peur. Peur des campagnes d'arrestation massives³⁶, de la soumission à la torture qui les accompagne presque systématiquement³⁷, peur des représailles sur ses proches. Peur de la violence des *chabbiha*, ces milices supplétives du régime qui tirent sur les foules, procèdent à des descentes dans les domiciles, ou participent aux massacres de population qui ont eu lieu au printemps 2012, comme à Houleh le 25 mai. Ces exactions et les campagnes de bombardement des villes qui frappent de façon indiscriminée les populations, sont des stratégies visant autant à réduire l'ennemi qu'à marquer les esprits, décourager la contestation et semer la division parmi les populations que visent aveuglement ces punitions collectives.

La stratégie de fragmentation de l'espace passe également par les représentations de la situation dans le pays qui sont relayées par l'appareil de propagande du régime et qui visent à démontrer que les troubles sont géographiquement circonscrits, et dus à des éléments étrangers infiltrés en Syrie pour dépecer le pays. Pour cela, il est essentiel de mettre en scène le calme : la stabilité de la Syrie versus les tentatives déstabilisatrices « extérieures » (de la Turquie, du Qatar,

³⁵ Hamit Borzalan, « Configurations arabes : Syrie et Libye versus Tunisie et Egypte », communication, Journée d'études, EHESS, Paris : *Syrie: Genèse, dynamiques et enjeux du mouvement de révolte*, 10 mai 2012

³⁶ Il y aurait en juillet 2012 plus de 216 000 personnes arrêtées entre mars 2011 et mi-juillet 2012 selon le SRCC (Syrian Daily Round-up, 20 July 2012), ce qui est l'estimation la plus haute disponible.

³⁷ Voir le rapport de l'organisation Human Rights Watch, *Torture Archipelago, Arbitrary Arrests, Torture, and Enforced Disappearances in Syria's Underground Prisons since March 2011*, July 3, 2012. <http://www.hrw.org/reports/2012/07/03/torture-archipelago>.

de l'Arabie Saoudite etc.) ; la protection offerte par le président versus les groupes terroristes islamistes (« *al qaida* »); mais aussi le calme qui régnerait dans certaines régions vitales pour le régime. Ces régions sont d'abord et avant tout les deux grandes métropoles nationales, la capitale Damas (près de 5 millions d'habitants) et Alep (3 millions d'habitants), dont la tenue à l'écart du soulèvement est présenté comme un signe d'adhésion au régime. Si les quartiers centraux des deux métropoles, peuplés de classes sociales moyennes et supérieures, et de commerçants et d'entrepreneurs soucieux de la bonne marche des affaires, sont plus attentistes que d'autres quartiers, il est hâtif d'en conclure pour autant à leur adhésion au régime. Il est également avisé de scruter la situation de plus près.

Or, l'exemple de Damas illustre bien le fait que ce « calme » décrit par le régime comme par les médias, a été très relatif depuis le début du soulèvement : on l'a rappelé, c'est dans les allées du souk principal de la vieille ville que les premiers slogans ont fusé en février 2012. Des manifestations ont par la suite régulièrement eu lieu les vendredis, comme par exemple le 25 mars 2011, quand l'un des premiers grands cortèges du pays a démarré au cœur de la grande mosquée des Omeyyades avant de sortir vers les souqs de la vieille ville où l'attendait une contre-manifestation pro-Bachar cherchant à contenir les manifestants. D'autres manifestations « volantes », très rapides, se multiplient, des étudiants se rassemblent sur les campus, des actions d'éclat sont organisées comme en septembre 2011, quand un groupe d'activistes a teinté de rouge les eaux du Barada, le petit fleuve qui coule à Damas et sa région, pour symboliser le sang versé³⁸.

Surtout, estimer que les « troubles » qui se déroulent à Midan (dans l'immédiate proximité de la vieille ville) ou dans la ceinture périphérique de Damas, à Mo'adamiyyeh, Darayya, Jdaidet Artouz, Irbin ou à Douma ne concernent pas la capitale relève au mieux d'une mauvaise appréhension des échelles de la métropole – et au pire d'une opération de propagande, vitale pour le régime³⁹. Cette seconde approche permet d'évacuer la dimension politique de la révolte au profit d'une analyse de type socio-économique, attribuant la révolte à la misère et la cantonnant

³⁸ Source : Layla al-Zubaidi, « Diary », London Review of Books, Vol. 34, nbr 10, 24 May 2012, p. 39. Groupe Freedom Days : <http://www.facebook.com/Freedom.Days.Syria>.

³⁹ Vignal L., 2011, « Jours tranquilles à Damas. Quelques aperçus sur la révolte syrienne à la mi-mai 2011 », in *Esprit*, Juillet-août 2011, Paris.

par là même aux périphéries sociales (une révolte de la misère) et géographiques (périphéries de la ville ou du pays).

Enfin, le « calme » des grandes métropoles doit aussi être attribué au quadrillage sécuritaire auxquels leurs populations sont soumises. Enfin, elle associe bien rapidement « calme » et adhésion au régime, sans faire place aux attitudes attentistes, sans doute plus nombreuses.

Le quatrième élément de l'œuvre de fragmentation du régime consiste à mettre en scène le spectre de l'affrontement confessionnel et du risque que représenterait la majorité sunnite pour les autres communautés religieuses syriennes⁴⁰. Plus encore, le président B. al-Assad présente son appartenance à une communauté minoritaire (la communauté alaouite) comme le garant de l'unité nationale et de la protection des minorités. Au delà de cette propagande, l'instrumentalisation de la diversité confessionnelle syrienne se fait au moyen d'un exercice sélectif de la répression. En effet, le régime a été soucieux de préserver de la répression la plus brutale les berceaux historiques de certaines minorités religieuses et ethniques afin de démontrer qu'elles sont avec lui puisque le nombre des victimes issues de leurs rangs est faible. C'est par exemple le cas à Salamiyeh, ville de 130 000 habitants située aux confins de la région steppique à l'est de Hama, et l'un des foyers de la communauté ismaélienne. Les manifestations y sont nombreuses selon les témoignages disponibles⁴¹ mais le nombre de morts y reste faible. On observe la même faiblesse du nombre de victimes dans le premier foyer de peuplement kurde (gouvernorat de Hassakeh), dont les populations des principales villes (Hassakeh, Qamishli) se mobilisent et où les partis kurdes semblent jouir d'une relative et inédite tolérance de la part des autorités depuis le début de la contestation.

⁴⁰ En Syrie, la population est de 70 à 75% de confession sunnite, de 12% (à 20%, selon les estimations les plus hautes) de confession alaouite (une secte de l'islam chiite), de 5 à 10% de confession chrétienne (au sein de différentes églises), de 1 à 3% de confession druze (une branche sectaire de l'islam sunnite), et de 1 à 3% de confession ismaélienne (*idem*). Les Kurdes syriens, de confession sunnite, représentent environ 15% de la population.

⁴¹ Par exemple, si l'on s'en tient aux vidéos de manifestation postées sur le site Youtube, 55 correspondent à des manifestations se déroulant à Salamiyeh (à la date du 24 juin 2012), soit une moyenne de 6 manifestations par mois entre avril 2011 et juin 2012. Construit à partir d'une seule source, ce comptage est nécessairement limité, mais il est indicatif de la dynamique contestataire locale.

Pour attiser la confrontation confessionnelle, le régime utilise par ailleurs ses milices *chabbiha* qui composent, avec une partie de services secrets et les unités d'élite de l'armée, les trois bras armés sur lesquels s'appuie le régime. Leur loyauté devant être absolue, la sélection de ces miliciens s'opère exclusivement au sein de la communauté alaouite, une manière de lier le sort de ses membres à celui de la famille du président syrien. La brutalité que les *chabbiha* démontrent attise potentiellement les tensions avec les groupes visés, essentiellement sunnites. Les configurations locales sont également exploitées avec cynisme, comme par exemple lors des différentes exactions de population du printemps 2012 dans la plaine du Ghrab : des populations de petites villes sunnites ont été attaquées par des forces du régime, dont des miliciens alaouites recrutés dans les villages environnants⁴². Des familles sunnites ont été enlevées et massacrées par des miliciens alaouites, comme dans le cas de la famille 'Arib al-Salim⁴³ Si l'attisement des divisions confessionnelles n'a pas, jusqu'à présent, évolué en ce qui pourrait devenir une logique de représailles et d'affrontement intercommunautaire, la prolongation du conflit pourrait potentiellement y conduire – une carte que le régime n'est pas prêt à abandonner.

De la résistance armée à la révolution armée

Au cours de la première année du soulèvement, le régime a utilisé ses forces de police, ses forces armées et ses milices pour répondre au soulèvement par une répression systématique. Les troupes du régime – en particulier le corps d'élite de la 4^{ème} division mécanisée, commandé par Maher al-Assad, le frère cadet du président – ont été sans cesse en mouvement d'un point à l'autre du pays, réprimant les manifestations, bombardant parfois les villes (comme à Lattaquié, la grande ville côtière de Syrie, bombardée depuis les navires de guerre à la mi-août 2011) ou les soumettant à de véritables sièges (Deraa).

Face à cette violence de l'État, des Syriens ont choisi de prendre les armes, d'abord pour défendre les manifestants et les habitants puis, pour une partie d'entre eux⁴⁴, avec pour objectif de contribuer directement à la chute du régime. Longtemps réduite à quelques bataillons mal équipés, les rangs de cette opposition armée se sont

⁴² Dans les provinces de Homs et de Hama: Houleh, Taldo, Qbeir, al-Haffeh, Salma, Souran, Treimseh.

⁴³ Source : témoignage d'une proche et page Facebook <https://www.facebook.com/aribalsalim>

⁴⁴ Une position qui a été débattue au sein de l'opposition, bien que l'ALS ait reconnu et ait été reconnu par le Conseil National Syrien, la principale plateforme de l'opposition.

étouffés depuis le printemps 2012. Début juin, leur nombre était estimé à environ 40 000 combattants⁴⁵.

Les membres des groupes armés, qui se décrivent comme des « résistants » (*muqawamin*), sont majoritairement des citoyens syriens⁴⁶, rejoints par des soldats et des officiers déserteurs. Si la plupart des groupes armés se réclament l'ASL, seuls certains bataillons engagés sur le terrain relèvent directement de sa chaîne de commandement⁴⁷. La contestation armée est majoritairement le fait de brigades organisées localement, avec des formes de coopération plus ou moins développées, mais sans véritable commandement unifié malgré des coordinations à l'échelle des régions sous forme de « conseils militaires »⁴⁸.

Au cours de l'hiver 2011-2012, les territoires contrôlés par l'ASL se sont étendus. Ce contrôle est parfois temporaire, comme par exemple à Zabadani, petite ville située dans la montagne près de Damas d'où l'ASL a été délogée en février 2012 après avoir établi son contrôle pendant quelques semaines, ou dans le quartier de Baba Amro dans la ville de Homs, duquel l'ASL s'est retirée le 1^{er} mars 2012 après un mois d'offensive gouvernementale intense. Il est parfois plus pérenne, comme dans la région d'Idlib, au nord du pays, dans laquelle la présence de régime est désormais virtuelle.

En juillet 2012, force est de constater que le régime a échoué dans son entreprise de reconquête : même à Homs, même dans le quartier de Baba Amro, l'ASL avait réussi à reprendre pied quelques mois plus tard. Dans d'autres régions, comme par exemple celle du Hauran, la région de Deraa, les groupes ne tiennent pas le pays mais multiplient les escarmouches contre les forces armées, ce qui nécessite pour le régime d'y stationner en permanence des troupes, qui ne peuvent donc être déployées ailleurs. En juin 2012, un rapport de la mission d'observateurs de l'ONU

⁴⁵ Source : Rapport *Syria's maturing insurgency*, Institute for the Study of War, Washington D.C., June 2012.

⁴⁶ Source : Rapport *Syria's armed opposition (op. cit.)*, page 13.

⁴⁷ La brigade Khalid bin Walid, active près de Homs; le Bataillon Harmoush, dans la région montagneuse du Jebel Zawiya, au sud-ouest de la ville d'Idlib ; le bataillon Omari au sud, dans la plaine du Hauran (région de Deraa) ; le bataillon Abou al Fidas et le bataillon Osama Ibn Zaid au nord de la ville de Hama ; ou le bataillon Farouq, à Homs, au cœur de l'affrontement avec l'armée en février 2012.

⁴⁸ Source : Rapport *Syria's maturing insurgency (op. cit.)*.

estimait néanmoins que 40% du territoire syrien était sous contrôle de l'opposition armée⁴⁹. Depuis la mi-juillet, c'est dans les quartiers du péri-centre de Damas (Midan, Kafer Sousseh, Naher Aïsha) que les combats entre forces du régime et combattants de l'ASL ont lieu, tout comme dans certains quartiers centraux d'Alep (Salah ed-Din, Sakhour).

Le rapport de force est numériquement en défaveur des combattants de l'ASL, puisqu'il est estimé que le noyau dur des forces loyales sur lesquelles s'appuie le régime (corps d'élite de l'armée, services de sécurité, *chabbiha*) représente environ 200 000 hommes. De plus, les combattants libres ne disposent que d'armes légères, essentiellement celles que les déserteurs emportent avec eux ou qui sont prises à l'armée lors d'attaques victorieuses. Cependant, la force de l'opposition armée réside surtout dans sa dispersion – un effet de la faible intégration et de l'atomisation de ses groupes mais qui lui permet d'entretenir de multiples fronts, du nord au sud du pays. Or, les forces du régime s'avèrent insuffisantes pour éteindre la propagation de la militarisation du soulèvement dès lors que la répression se prolonge et que les incendies s'allument partout.

Pour lutter contre l'extension des territoires contrôlés par l'Armée Syrienne Libre (ASL), pour compenser l'insuffisance de ses garnisons dès lors que le théâtre d'opération devient de dimension nationale, pour contourner la difficulté à contrôler des milieux urbains en partie mobilisés contre le régime et dont le tissu est peu propice au déploiement de troupes, le régime a lancé à partir en février 2012 une campagne de répression massive.

À titre d'exemple, dans la seule journée du 18 juin, au moins 14 villes situées dans neuf gouvernorats ont subi des bombardements de l'armée, et quatre quartiers de Damas étaient encerclés, contrôlés par des check-points (Tableau)⁵⁰.

⁴⁹ Cité par Thomas Pierret, « Syrie, possible succès des rebelles », *Le Monde*, Lundi 2 juillet 2012.

⁵⁰ Source : Comptage à partir du bulletin quotidien think-tank activiste *Strategic Research and Communication Centre*.

18 juin 2012	Bombardements	Encerclements
Gouvernorat de Homs	Ville de Homs	-
	Houleh (nord-ouest), Talbiseh et Rastan (nord), Qusseir (sud)	-
Grand Damas		
Damas	-	Nahar Aisha, Kafer Sousseh
Banlieues	Douma, Harasta, Zabadani	Qadam, Qabun
Gouvernorat d'Alep	Atareb	-
Gouvernorat de Deraa	Tafas	-
Gouvernorat de Deir-ez-Zor	Quriya	-
Gouvernorat de Lattaquié	Shal Ghab	-
Gouvernorat de Hama	Ville de Hama	-
Gouvernorat de Idlib	Maaret en-Noman	-
Source: Bulletin du 19 juin 2012, Strategic Research and Communication Centre.		Comptage: L. Vignal

Cette campagne avait trois objectifs. D'une part, reconquérir les territoires contrôlés par l'ASL en engageant l'artillerie lourde, les hélicoptères et les chars. D'autre part, sanctuariser les principaux pôles urbains en établissant des blocus autour des villes et quartiers passés à l'opposition, en organisant des rafles, en procédant à des exécutions sommaires. Enfin, on l'a dit, le rétablissement de la peur, en utilisant sans discrimination et de façon punitive l'artillerie lourde sur les villes, et en lançant des opérations de terreur ciblées présentées comme des opérations de recherche de « terroristes » (en fait de déserteurs et de militants de l'ASL)⁵¹ et qui sont le prétexte de massacres.

Conclusion : vers une Syrie nouvelle

À l'été 2012, le pays est en guerre, non pas une guerre civile, comme le reprennent trop rapidement les commentateurs, mais une guerre du régime contre sa population. Les buts de guerre de l'opération militaire et policière de répression qu'il a lancée ne semblent pourtant pas atteints : les manifestants continuent à descendre dans la rue et les groupes de l'opposition armée élargissent leur emprise territoriale, jusqu'au cœur du pouvoir. Cependant, si le régime semble fragilisé sur le terrain militaire et policier, sa force de frappe, appuyée notamment sur les armes russes, et sa capacité de mobilisation des segments les plus loyaux de la structure sécuritaire ne peuvent être sous-estimées.

Mais il sera, à court ou moyen terme, condamné par l'impossibilité de se maintenir au sein d'une société qui lui est largement devenue hostile. De ce point de

⁵¹ Les observateurs de la mission des Nations-Unies ont par exemple conclu dans ce sens à la suite du massacre qui a eu lieu dans la petite ville de Treimseh, dans la province de Hama, le 14 juillet 2012 (<http://www.unmultimedia.org/tv/unifeed/d/20687.html>).

vue, le scénario parfois évoqué d'un repli du clan Assad dans un État croupion centré sur la montagne alaouite, semble irréaliste. La montagne alaouite n'est pas un bastion homogène, immuable et imperméable aux tensions et aux fractures nationales. Le régime de Bachar al-Assad tombera sous l'effet de la révolte d'une société syrienne profondément transformée au cours des dernières décennies et qui découvre depuis mars 2011 sa capacité d'innovation politique, sa solidarité, et sa résilience collective.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 juillet 2012.

© laviedesidees.fr